

SECONDE CONSULTATION PUBLIQUE DU 12 JUILLET 2024 RELATIVE AUX CONDITIONS DE
MODIFICATION PAR LES GESTIONNAIRES DE RESEAUX PUBLICS DE LA PUISSANCE DE RACCORDEMENT
ELECTRIQUE DES UTILISATEURS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 342-24 DU CODE DE L'ENERGIE

CONTRIBUTION ADEME

Le 04/09/2024

Service Electricité Renouvelable et
Réseaux

D'un point de vue général, l'ADEME est favorable à l'optimisation des capacités du réseau électrique, dans le but d'améliorer les délais et les coûts du raccordement des nouveaux usagers.

Le sujet du sur-dimensionnement des puissances de raccordement est bien identifié depuis plusieurs années. Son ampleur récemment précisée - de l'ordre de 55 % - conforte l'opportunité de la consultation publique en cours et la nécessité de faire évoluer les règles de dimensionnement des raccordements à l'avenir, afin d'accompagner au mieux la mutation du système électrique et d'intensifier les processus de contrôle de la puissance raccordée par le gestionnaire ou l'AODE.

Par l'assouplissement du dispositif pour prendre en compte les contraintes de montée en charge de certains types de consommateurs, les évolutions proposées au sein de cette seconde consultation ne vont pas dans le sens de cette optimisation des puissances demandées et ainsi des investissements sur le réseau. Il nous semble effectivement essentiel d'inciter à faire correspondre puissance raccordée et puissance souscrite dès le raccordement initial. Attendre plusieurs années avant de réévaluer la puissance raccordée **ne semble pas permettre la réduction des coûts et des délais** recherchée pour les nouvelles installations.

En ce sens, le maître d'ouvrage du raccordement en question pourrait notamment se placer en position de conseil afin de, quel que soit le profil de consommation (avec ou sans montée en charge) du client raccordé, (i) **proposer une analyse critique de la puissance de raccordement demandée**, (ii) **étudier automatiquement des solutions de raccordement alternatives à puissance inférieure**.

Par ailleurs, le sur-dimensionnement des puissances demandées lors d'un raccordement au réseau est également largement constaté pour les opérations de raccordement sur le réseau Basse Tension. Ainsi l'optimisation des capacités du réseau électrique doit être menée en considérant l'ensemble des usagers et l'ADEME **suggère d'étendre le dispositif aux installations raccordées en BT**.

Question 1 Etes-vous favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir deux options concernant sa demande de raccordement ou d'augmentation de puissance de raccordement (avec ou sans montée en charge progressive) ?

L'ADEME considère que l'optimisation des capacités du réseau électrique doit être menée en considérant l'ensemble des usagers. Ainsi, afin de pouvoir optimiser le plus rapidement possible la puissance réservée sur le réseau tout en tenant compte des différents profils et contraintes des consommateurs (notamment la montée en charge), l'ADEME est favorable à ce que plusieurs options soient proposées au moment de la demande de raccordement.

Question 2 Dans le cas où l'utilisateur déciderait de ne pas fournir de montée en charge mais de directement demander sa puissance de raccordement finale (option 1), êtes-vous favorable à la modification de sa puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de nonutilisation ?

Comme précisé à la précédente consultation, l'ADEME estime essentiel d'inciter à faire correspondre puissance raccordée et puissance souscrite **dès le raccordement initial** en se basant sur des critères préétablis selon l'analyse du profil de consommation de l'utilisateur.

La réévaluation de cette puissance après un délai de 5 ans en cas de non utilisation ne doit relever que d'un dernier ajustement pour l'optimisation du réseau.

Question 3 Etes-vous favorable aux modalités proposées concernant la possibilité pour l'utilisateur de demander une courbe de montée en charge à un horizon de 10 ans au moment de sa demande de raccordement ou de demande d'augmentation de puissance de raccordement (option 2) ?

Lorsque cela est justifié par la montée en charge de l'installation raccordée, l'ADEME est favorable à ce que la puissance soit revue selon un calendrier adapté. L'ADEME propose néanmoins que ce **délai de 10 ans soit adapté en fonction du profil de consommation et du secteur d'activité de l'acteur raccordé** afin de correspondre à l'évolution de sa demande de puissance. Prenons pour exemples les data centers dont les délais de montée en charge tendent plutôt vers 5 ans, ou encore le gros résidentiels pour lequel un promoteur doit avoir vendu 50% de ses lots avant de pouvoir commencer le chantier de construction.

Cette option ne doit pas exempter l'analyse critique de la puissance au moment de la demande de raccordement.

Question 4 Dans le cas où l'utilisateur déciderait de fournir une courbe de montée en charge, êtes-vous favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement (avec une marge) ?

L'ADEME est favorable à ces mises à jour intermédiaires permettant de suivre et de tenir compte des évolutions de consommation de l'utilisateur dont la montée en charge s'étend sur une durée longue.

Ces marges pourraient être progressives en les rendant plus strictes au fil des années afin de couvrir des incertitudes plus fortes sur les premières années d'exploitation.

Question 6 Etes-vous favorable à la marge de 15 % proposée ?

L'ADEME avait déjà fait part de ses réticences à la majoration de 10 % appliquée aux puissances souscrite et soutirée maximales dans sa contribution précédente. Son augmentation à 15% nous apparaît incohérente avec les politiques et objectifs de sobriété pour certains secteurs. Le décret tertiaire impose à tous les propriétaires et locataires de bâtiments tertiaires de réduire de 40% la consommation énergétique finale de leurs bâtiments d'ici à 2030. Prendre une marge sur un historique de consommation plus élevé que les consommations à venir impacterait les bénéfices souhaitées par la mise en place de cette nouvelle mesure réglementaire. C'est pourquoi l'ADEME recommande de **modifier la formule en supprimant la majoration**, ou à minima en l'appliquant de manière différenciée selon les profils de consommateur (résidentiel, tertiaire, industriel...).

Question 7 Etes-vous favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé pour déterminer la puissance maximale soutirée ?

Question 8 Etes-vous favorable au pas de temps de 10 minutes proposé pour le calcul de la puissance maximale soutirée par l'utilisateur sur la période de 5 ans ?

Augmenter l'historique de consommation à 5 ans pour éviter des années non représentatives implique également d'augmenter le risque de rencontrer une pointe de consommation elle aussi non représentative du profil de consommation de l'utilisateur, d'autant plus sur un pas de temps aussi court de 10 minutes. Un grand nombre de consommateurs ayant la possibilité de dépasser leur puissance souscrite (avec application d'une pénalité financière moins contraignante depuis quelques années), il est fort probable que la prise en compte de ce pic à 5 ans majoré de 15% ne soit pas inférieure à la puissance demandée initialement et anihile totalement l'intérêt de ce dispositif.

L'ADEME propose de **conserver la précédente proposition et de se référer également à la puissance souscrite** par le consommateur.

Question 9 Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

L'ADEME est favorable à cette mise à jour annuelle.